

Création d'emploi

● (1520)

Pourquoi le gouvernement ne se rend-il pas compte qu'il faut absolument élaborer un programme général pour donner du travail à ces gens-là et les aider? Certains n'ont pas gagné assez d'argent l'été passé, normalement la saison pendant laquelle ils travaillent, de sorte qu'ils ne disposeront pas de revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins cet hiver. Le gouvernement prétend s'inquiéter de la situation, mais il ne s'occupe pas de mettre sur pied un programme pour les aider. Mon collègue reviendra sur ce sujet un peu plus tard.

Je tiens à dire au ministre que nous n'en pouvons plus de nous casser la tête à essayer de comprendre ce qui pousse le gouvernement à agir ainsi. Depuis quelques mois j'essaie de penser aux raisons qui incitent le gouvernement à rester assis les bras croisés pendant que la situation empire de jour en jour dans tout le pays. Je me suis efforcé d'imaginer ce qui se passe dans la tête des membres du cabinet lorsqu'ils apprennent qu'une ville après l'autre voit ses principales industries fermer leurs portes, mettre à pied des travailleurs et que les gens sont obligés de déménager. J'ai essayé de concevoir le genre de mesures que les ministres de la Couronne pourraient proposer pour répondre à ces problèmes. Je dois avouer qu'après avoir envisagé une solution et essayé de la concrétiser en fonction de l'orientation que le gouvernement a prise dans le budget qu'il nous a présenté l'autre soir, je ne puis qu'en conclure qu'il ne comprend rien.

M. Young: Le gouvernement est insouciant.

M. Deans: Le gouvernement ne comprend pas que c'est l'existence même des Canadiens qui est en cause. J'en suis arrivé à la conclusion qu'il pense qu'on peut tout expliquer par des statistiques. Aux yeux du gouvernement, semble-t-il, tout augmente ou diminue de quelques points, mais les gens ne sont pas des points, et pourtant, on les représente par des chiffres. Le gouvernement parle de séries de données informatisées que crachent les ministères gouvernementaux mais, en fait, ces données n'ont ni contexte ni substance.

Dans toutes les localités que j'ai visitées, sans exception, j'ai trouvé des gens qui vivent dans la misère à cause de ce que l'on se doit de qualifier la cruelle indifférence du gouvernement. J'étais à Terre-Neuve il y a deux semaines et au Nouveau-Brunswick la semaine dernière. Je visite régulièrement l'Ontario. J'ai trouvé cette misère humaine partout.

Cependant, le ministre, quel que soit celui qui voudra répondre de tout cela, doit admettre que la première chose à faire, c'est de comprendre que le principal problème auquel se heurtent les Canadiens à l'heure actuelle, c'est celui des taux d'intérêt élevés, qui ont des conséquences catastrophiques. Si tant de personnes sont mises à pied dans l'industrie automobile, le secteur de l'électroménager, la construction, l'industrie

de la chaussure et du vêtement et le secteur alimentaire, c'est parce que leurs amis et leurs voisins ne peuvent plus se permettre d'acheter des produits fabriqués, et ce, à cause de la politique de taux d'intérêt élevés qu'applique notre gouvernement. Il n'y a pas d'autre facteur qui ait eu d'effets aussi dévastateurs sur l'économie et dans la vie des gens.

Pourquoi les gens n'achètent-ils pas de voitures? Parce que les charges d'intérêt sont trop élevées pour leurs moyens. Pourquoi n'achètent-ils pas de maisons? Parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer les mensualités. Aujourd'hui, j'ai parlé à des gens qui sont sur le point d'abandonner leur maison. Non seulement ils vont perdre l'argent qu'ils y avaient mis, mais certains devront en plus emprunter pour rembourser au prêteur hypothécaire la différence entre la valeur actuelle de la maison et le montant de l'hypothèque. Ils vont donc rester endettés. Même en abandonnant leur maison, ils auront perdu ce qu'ils y avaient mis, et en plus ils devront \$3,000, \$4,000 ou \$5,000 empruntés à des taux usuraires. Sans rien garder en contrepartie.

Je conseille au ministre de réfléchir un peu au nombre des fermetures d'usines et au nombre des licenciements qui se produisent en ce moment. La seule conclusion qui s'en dégage, c'est que les taux d'intérêt frôlent la folie.

Si, au nom des Canadiens, le gouvernement voulait instaurer un régime monétaire et budgétaire vraiment canadien, qui crée la stabilité, au lieu de rester aveuglément dans le sillage du gouvernement américain, la plupart des usines qui procèdent à des licenciements ne seraient plus tenues de le faire.

Il y a une semaine et demie, je parlais à la Chambre du problème de l'agriculture. J'ai dit que dans un avenir relativement proche, ses difficultés s'aggravaient. L'événement me donne raison. Mon collègue le député de Brant (M. Blackburn), s'efforce chaque jour d'arracher au gouvernement une mesure quelconque au sujet des décisions annoncées récemment par Massey-Ferguson. Si Massey-Ferguson se trouve dans une situation si difficile—et je n'apprends rien à personne, outre que cette société a été plutôt mal dirigée pendant assez longtemps—c'est que les agriculteurs n'ont pas les moyens d'acheter le matériel construit par Massey-Ferguson. Parce que les charges d'intérêt sont trop lourdes pour eux. Les taux d'intérêt sont extrêmement élevés et le produit de la vente des fruits et légumes frais ou de n'importe quelle autre denrée qui constitue la principale source de revenu de l'agriculteur ne suffit pas à lui permettre de supporter ce fardeau. J'ai signalé que d'ici cinq ans cette industrie disparaîtrait progressivement si elle ne produit pas. Les agriculteurs doivent remplacer leur matériel à un certain moment, mais il n'y aurait plus de société canadienne pour les fabriquer. Je le répète, nous aurions perdu un élément essentiel de la structure économique de ce pays.